

# ANTICAPITALISTES !

Mensuel du Nouveau Parti Anticapitaliste de Gironde



## Le dialogue social mis à nu

Photothèque Rouge/JMB



# Lisez la presse anticapitaliste

**Abonnez-vous**

**L'HEBDO**



Notre presse n'est financée par aucune publicité et nos moyens financiers sont très limités...

C'est pourquoi le nombre d'abonné·es est décisif pour des journaux militants comme les nôtres qui vivent sans pub, sans subvention.

Les abonnements à l'hebdomadaire proposés (par prélèvement ou par chèque) permettent, si vous le souhaitez, de le coupler avec un abonnement à la revue mensuelle.

Voir les tarifs ci-dessous.

**LE MENSUEL**



**L'Anticapitaliste**

**Abonnez-vous, abonnez vos amis !**

Actuellement,  
profitez d'une offre promotionnelle :  
Pour 10 euros :  
abonnement de 6 mois à l'hebdo  
+  
1 numéro du mensuel en cadeau  
Voir sur le site [www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)

## Paielement par chèque à l'ordre de N.S.P.A.C.

Entourer la formule choisie dans le tableau ci-contre, compléter le formulaire ci-après et envoyer les avec votre chèque à :

N.S.P.A.C. - 2, rue Richard Lenoir - 93100 MONTREUIL

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Apt, Esc, Bat : \_\_\_\_\_

N° : \_\_\_\_\_ Rue : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

TARIFS DES ABONNEMENTS	France et DOM-TOM	
	6 mois	1 an
L'hebdo L'Anticapitaliste	28 €	56 €
L'hebdo et la revue mensuelle	50 €	100 €
Tarif jeunes, chômeurs, précaires à l'hebdo	20 €	40 €
Tarif jeunes, chômeurs, précaires à l'hebdo et la revue mensuelle	38 €	76 €
Abonnement à la revue mensuelle	22 €	44 €

**Abonnez-vous**

**ANTICAPITALISTES !**

CPPA : 1014 P 11511 - ISSN : 2430-4867

Directeur de publication : François Minvielle

NPA33 - 99 rue Camille Sauvageau - 33800 BORDEAUX  
07 83 64 43 49

Imprimerie : Copy Média

23 rue Francisco Ferrer - 33700 Mérignac

à **ANTICAPITALISTES !** le mensuel du NPA 33

Tarifs d'abonnement : 15 € (10 n° auprès des comités)  
20 € (10 n° + frais d'envoi postal)  
30 € (10 n°, tarif «soutien» avec envoi postal)

Par chèque à l'ordre de Monica Casanova, en précisant :

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_ E-mail : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

## SOMMAIRE

<b>Edito</b>	<b>p.3</b>
<b>Nos vies, pas leurs profits</b>	<b>p.4-5</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Agents de Pôle emploi en colère !</li> <li>Convention chômage, 1<sup>er</sup> victoire juridique</li> <li>Rémi Fraisse, solidarité interdite</li> <li>Les «Molex» toujours en lutte...</li> <li>Avec les salariés d'Air France</li> </ul>	
<b>Dans l'éducation</b>	<b>p.6</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Réforme du collège, après la manif parisienne</li> <li>Ecoles : marre de la précarité !</li> </ul>	
<b>Internationalisme</b>	<b>p.7</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Soirée militante de solidarité avec les peuples opprimés</li> <li>Pour Georges Ibrahim Abdallah !</li> </ul>	
<b>Leur société</b>	<b>p. 8</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Quartiers prioritaires, quartiers inégalitaires</li> <li>Novembre 2005, aux côtés de la révolte des jeunes, face à l'état d'urgence policier</li> </ul>	
<b>Politique locale</b>	<b>p.9</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Calmels-Rousset : vous avez dit «divergences» ?</li> <li>« Faire de la politique autrement » ?</li> <li>Pourquoi se gêner ?</li> </ul>	
<b>Migrants</b>	<b>p.10-11</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Interview de militants sahraouis</li> <li>Succès du meeting NPA jeunes</li> </ul>	
<b>NPA</b>	<b>p.12</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Fête du NPA33, un bon moment militant</li> </ul>	
<b>Ecologie</b>	<b>p.13</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Cop21 : pendant la conférence, la foire aux affaires continue...</li> </ul>	
<b>Brève</b>	<b>p.14</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Rassemblement de solidarité avec Bernard Coadou</li> </ul>	
<b>A lire</b>	<b>p.14-16</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li><i>L'Ouzbeck muet et autres histoires clandestines</i>, de Luis Sepulveda</li> <li><i>Détroit: pas d'accord pour crever</i>, de D.Georgakas et M.Surkin</li> <li><i>L'Amérique défaite</i>, de George Packer</li> </ul>	

## Le dialogue social sans chemise...

Florilège non exhaustif : « *Lynchage* », « *violences inacceptables* », « *foule déchaînée métamorphosée en meute impitoyable* » (divers éditorialistes), « *actes inqualifiables* » (Hollande), « *la chienlit, le délitement de l'Etat* » (Sarkozy), « *l'agression aussi inadmissible que condamnable* » (FN), « *ce n'est pas la France* » (Macron), « *molestés par des voyous* » (Gattaz), « *quand on agresse quelqu'un, on est un voyou* » (Philipot). Et bien sûr Valls : « *toute la France sous le choc* », « *l'œuvre de voyous* », exigeant « *des sanctions lourdes* ».

C'était il y a un mois, après le 5 octobre, et la révolte des salariés d'Air France contre le plan de licenciement qui les frappe. Quand ces gens-là perdent le contrôle d'une situation, c'est aussi leur haine de classe qui leur échappe.

Aujourd'hui, Air France-KLM annonce « *la meilleure performance trimestrielle de son histoire* », avec un bénéfice d'exploitation de 898 millions d'euros sur le seul 3<sup>ème</sup> trimestre 2015.

Certes, c'est moins que les 27 % de marge nette de Ryanair (plus d'un milliard de bénéfice sur un semestre). Mais cela ne peut qu'accroître la révolte contre ceux qui expliquaient qu'il fallait des sacrifices pour sauver la compagnie. Un haut cadre ose : « *Nous disons aux personnels, vos efforts ont payé, il faut les continuer* ». Trois jours avant, la compagnie proposait trois contrats de travail différents aux pilotes, trois façons de se sacrifier pour les profits, en prévoyant de généraliser cette individualisation à tous les personnels.

De nouvelles journées de grève sont prévues, pour exiger le retrait de tous les sanctions, pour refuser les suppressions d'emplois et le recul social. C'est cette intervention des sala-

riés qui a bousculé le calendrier bien calculé... Le plan de suppressions d'emploi et les « propositions » scandaleuses sont maintenant percutés par l'annonce des bénéfices. Derrière le « *dialogue social* », il n'y a que chantages et rapports de forces.

Au lendemain du 5 octobre, Gattaz essayait d'entretenir les illusions : « *contrairement à ce que croient encore certains, l'entreprise n'est pas un lieu de 'lutte des classes' [...] le dialogue social avec un objectif commun partagé permet la plupart du temps de dépasser ces divergences* ».

Valls essaye aussi : « *la négociation, le dialogue social, le respect des corps intermédiaires, le respect de la démocratie, des syndicats, [...] cette idée de la France, nous la défendrons* »... alors qu'il fait passer les lois les plus antisociales à coup de 49.3, qu'il annonce qu'il appliquera quand même la remise en cause du statut des fonctionnaires (le PPCR) rejetée par 51% des syndicats en septembre, et qu'il prépare une remise en cause majeure du Code du travail, suite au rapport Combexelle.

Le « *dialogue social* » est mis à nu, et avec lui, ceux qui parmi les dirigeants syndicaux se complaisent dans le rôle de « *partenaires* ». Hollande le dit clairement « *Si on les discrédite, si on les stigmatise, si on les écarte, mais quel sera le fondement même de ce que nous pouvons faire au nom de l'intérêt général, de la République française !* ».

« *Nous ne sommes pas en 1793* » a dit Sarkozy après le 5 octobre. Certes. Mais l'air de la contestation est bien là.



Pour nous contacter :  
anticapitalistes@npa33.org - 07 83 64 43 49

[www.npa33.org](http://www.npa33.org)

# Nos vies, pas leurs profits

## Agents de Pôle emploi en colère !

Le gouvernement veut à tout prix diminuer les chiffres du chômage, mais sans le résoudre. Face à son augmentation constante, la Direction de Pôle emploi exige des agents plus productifs, au service des résultats et non des chômeurs. Ainsi, elle veut de plus en plus d'opérations dématérialisées comme, à partir de février, l'auto inscription en ligne par les demandeurs d'emploi (DE) de leurs prestations et demande d'allocation, ce qu'ils faisaient avec l'aide d'un conseiller.

À partir de janvier, elle va fermer toutes les agences l'après-midi, sauf pour les rendez-vous. Les agents passeront moins de temps avec les chômeurs et plus devant l'ordinateur. Sans doute pour envoyer plus d'offres aux DE, offres qui, dans le cadre de l'ORE (offre raisonnable d'emploi instaurée par Sarkozy), sont de plus en plus éloignées de leurs vœux au fil du temps, leur refus pouvant entraîner la radiation !

La Direction externalise aussi de plus en plus à des prestataires privés l'inscription, le conseil ou l'accompagnement des DE, ce qui permet de mieux les contrôler, ces prestataires n'ayant que des objectifs comptables.

Enfin, Pôle emploi pratique de plus en plus le benchmarking. C'est la concurrence par la « performance comparée » entre agences de Pôle emploi qui « suivent » (poursuivent ?) les DE. Ainsi, un DE qui signe dix contrats d'un mois rapportera dix points à son agence, tandis que s'il signe un CDI, il ne lui rapportera qu'un point ! Voilà comment on baisse le taux de chômage !

Les agents refusent cette logique qui s'en prend aux chômeurs et à eux-mêmes dans leur mission de service public. Ils exigent, comme le 8 octobre, des recrutements d'agents publics non soumis aux politiques gouvernementales et à la logique du résultat, la fin des embauches de précaires, et plus d'agences sur le territoire, pour un service plus proche et humain. Rien à voir avec ces Maisons de service au public promises par la Direction pour compenser les fermetures d'agences où des employés polyvalents, souvent précaires, feraient les missions d'agents comme le conseil, grâce à des partenariats de Pôle emploi avec ces Maisons.

*Correspondance*

## Convention chômage

### Une première victoire juridique...

Le 5 octobre, le Conseil d'Etat a annulé la Convention d'assurance chômage (signée par le Medef et des syndicats « partenaires » et validée par le ministre du travail Rebsamen) la jugeant illégale et discriminatoire. Elle ne sera plus applicable le 1er mars 2016 et de nouvelles négociations doivent aboutir à une nouvelle Convention le 16 mars dernier délai.

Cette décision est tout d'abord une satisfaction pour tous ceux et celles qui ont dénoncé, combattu, cette Convention de juin 2014 qui aggravait les mauvais coups contre les chômeurs et les précaires. Les mois de mobilisations avec les coordinations d'intermittents et précaires, associations de chômeurs, SUD culture, CGT spectacle, maternités, recours radiations ... et bien d'autres ont payé ! Dans leur communiqué, elles écrivent : « *Les prochaines négociations... auront lieu sous la haute surveillance des premiers concernés. Ils veulent nous contrôler ? Prenons le contrôle !* ».

Bien entendu, rien n'est changé sur le fond comme nous le voyons au même moment avec la généralisation du contrôle des chômeurs alors que Pôle emploi n'a que 320 000 offres d'emploi, la plupart précaires, pour... 6 millions de chômeurs ! Ce qui rend d'autant plus insupportable cette « chasse » aux « fraudeurs » dont le but est de faire baisser à tout prix la courbe des chiffres du chômage par les radiations ou en obligeant les chômeurs à prendre n'importe quel petit boulot.

Les nouveaux chiffres viennent de tomber : 23 800 (- 0,7 %) demandeurs d'emplois en moins, la plus forte baisse depuis 2008 nous dit-on ! Sauf que comme d'habitude c'est du jonglage avec les chiffres voire de l'illusionnisme en jouant sur les catégories de chômeurs. Cette baisse ne concerne que la catégorie A les chômeurs sans aucune activité. Le chômage longue durée lui augmente et en septembre il y a eu... 25 % de radiations en plus !

Continuons le combat !

*Jacques Raimbault*



## Rémi Fraisse : Solidarité interdite

**D**imanche 25 octobre, ce sont finalement deux manifestations qui ont eu lieu pour rendre hommage à Rémi Fraisse, militant tué il y a un an par une grenade policière sur les lieux de l'ex-ZAD de Sivens dans le Tarn.

Deux jours avant, un rapport publié par une Commission d'enquête citoyenne constituée par la Ligue des droits de l'homme expliquait : « la survenance d'un drame et la mort d'un homme étaient dans la logique du dispositif mis en place. (...) À rebours des propos indécents du président du conseil général du Tarn, Rémi Fraisse n'est pas mort "bêtement" en "mourant pour des idées". Il est mort en se dressant pour ses convictions, il est mort pour la démocratie ».

C'est cette démocratie que l'Etat a encore voulu faire taire, la préfecture ayant décidé d'interdire la manifestation du 25 octobre. Alors que la plupart des organisations ont fait le choix de manifester à 80 km de là, d'autres, dont nos camarades du NPA 31, ont décidé de maintenir la manifestation à quelques kilomètres de Sivens, et malgré l'interdiction, ce sont près de 500 manifestants qui se sont retrouvés pour marcher en direction de Sivens. La préfecture a finalement, au dernier moment, autorisé la marche.

Deux jours après, la Compagnie d'Aménagement des Co-teaux de Gascogne, responsable du terrain et de l'aménagement du barrage qui détruira cette zone, poursuivait implacablement sa logique : c'est vraisemblablement elle qui a fait enlever la stèle de plus d'une tonne réalisée en hommage à Rémi Fraisse.

F.M.



## Les « Molex » toujours en lutte... 6 ans après !

**L**e 12 octobre, nous étions quelques dizaines devant le tribunal de Bordeaux pour apporter notre soutien aux ex-salariés de Molex.

Rappel historique : en octobre 2009, l'usine Molex à Villemur-sur-Tarn fermait malgré dix mois de lutte, d'occupation, d'actions diverses dont une retentissante séquestration de trois dirigeants. A l'époque la complicité de Sarkozy-Estrosi avait fonctionné à fond, laissant Molex liquider au mépris de la loi et du droit social. Deux cents salariés s'étaient donc retrouvés au chômage.

Depuis la bataille a continué sous forme de procès pour faire reconnaître les licenciements comme injustifiés économiquement. En effet Molex se porte très bien, la fermeture fut juste une décision stratégique. Et puis, c'est incroyable mais il faut aussi démontrer la responsabilité de Molex affirmant tout tranquillement n'y être pour rien car c'est la direction locale de l'usine qui aurait fait le choix de fermer. Cette démonstration est cruciale pour obtenir l'absence de fondement des licenciements et donc des indemnités supplémentaires. Ça ne vaut pas un emploi mais au moins ça sonnerait comme une victoire et ça ferait payer les patrons.

Le problème de fond, c'est le droit de licencier. Nous défendons clairement l'interdiction totale des licenciements. Mais dans l'immédiat, il devrait y avoir une « protection » minimale pour les salariés, celle d'empêcher le licenciement tant que toutes les possibilités juridiques n'ont pas été utilisées. Cela aurait pu empêcher les licenciements chez Continental, Moulinex et peut-être Molex... ou au moins aider les salariés dans les mobilisations.

Philippe Pontou

## Avec les salariés d'Air France

**L**e jeudi 22 octobre, devant l'aéroport de Mérignac, nous étions près d'une centaine, à l'appel de la CGT, de FO et de Solidaires. Au même moment, à Paris, un rassemblement similaire était organisé devant l'Assemblée nationale, où notre camarade Olivier Besancenot a pu réaffirmer son soutien.

Les indignations ridicules à propos des chemises déchirées se sont calmées peu à peu... tant ces images ont été reçues avec sympathie par des centaines de milliers de travailleurs écœurés par les reculs sociaux, par les violences patronales, celles des plans sociaux, de la précarité, des pressions quotidiennes, du harcèlement et de la souffrance au travail, des bas salaires qui empêchent de vivre dignement.

Face à la répression qui frappe les salariés et les militants, il y a urgence à construire un large mouvement de solidarité.

F.M.

# Dans l'éducation

## Réforme du collège

# Après la manif parisienne du 10 octobre

Quinze à vingt mille manifestants venus d'un peu partout ont battu le pavé parisien le 10 octobre, entre Port Royal et la rue de Grenelle, pour redire non à la réforme du collège et rappeler que le sujet est loin d'être clos pour les enseignants et aussi un grand nombre de parents. Grosse manif donc, par rapport à celle du 17 septembre qui avait réuni près de trois mille personnes, mais pas non plus extrêmement massive, de toute façon insuffisante pour faire reculer ce gouvernement, plus que jamais déterminé à renforcer l'autonomie des directions d'établissements.



Déterminé sans doute mais pas non plus forcément très assuré sur la réussite du projet. Pour preuve les faits graves de répression syndicale qui se sont succédés ces derniers mois ou encore la récente tentative (avortée) de classement en 3 catégories des enseignants par l'académie de Toulouse selon leur degré d'adhésion à la réforme : « opposants », « passifs » et « progressistes » (sic).

S'appuyant sur deux organisations syndicales minoritaires chez les enseignants, la CFDT et l'UNSA, ne pouvant obtenir de satisfecit chez les parents d'élèves fortement divisés sur cette question, Vallaud-Belkacem, qui doit maintenant vendre sa camelote à un corps enseignant largement hostile, compte sur le dévouement des hiérarchies intermédiaires. Ainsi, dans de nombreux collèges, les chefs convoquent durant le mois de novembre les conseils pédagogiques, instances où sont réunis des profs volontaires, dans le but d'anticiper sur l'organisation pédagogique de la rentrée... alors qu'il n'y a même pas la possibilité de le faire, puisque les établissements ne connaissent pas encore le volume de leur dotation horaire globale (DHG), c'est-à-dire l'enveloppe d'heures à répartir par disciplines.

Pour l'heure, la priorité fixée par l'intersyndicale, réunie le 3 novembre pour proposer des modalités d'action unitaire nationale, est de construire dans les bahuts un refus collectif des formations-formatages (soit dans l'académie de Bordeaux 5 jours sur le temps de travail entre janvier et mai 2016) et des réunions visant à installer la réforme. Il faut surtout réussir à faire le lien avec les autres dispositifs de la politique éducative du gouvernement (programmes, évaluations, statut des enseignants...) et engager avec l'ensemble des personnels et les parents un plan d'action pour inverser le rapport de forces.

*Patrick Chaudon*

## Ecoles : marre de la précarité !

À la veille des vacances d'automne, plusieurs de nos collègues EVS de Lormont (Emploi de vie scolaire, qui assurent une aide administrative dans les écoles) dont le contrat se terminait fin octobre, ont dû quitter leur poste, leurs collègues avec qui elles travaillaient depuis deux ans, pour retourner pointer à Pôle emploi. Avec les contrats précaires CAE-CUI dont l'Education nationale a recours en masse pour ce type de missions, deux ans d'intégration dans les équipes, d'expérience, de connaissance des familles et des élèves, et c'est la porte et la galère pour retrouver un emploi ! Les écoles doivent recruter un

nouvel agent précaire à former, intégrer... pour deux nouvelles années. L'EVS licenciée ne peut pas re-postuler sur son poste et doit trouver un autre employeur (administrativement ce sont les collèges qui sont employeurs) si elle veut continuer à travailler dans une école.

Un véritable gâchis ! L'Education nationale se refuse toujours à pérenniser ces emplois, à en faire de vrais métiers sous statut de la fonction publique.

L'académie de Bordeaux emploie plus de 250 EVS et 1 500 AVS/AESH (auprès d'élèves en situation de handicap), c'est-à-dire plus de 2000 salariés pré-

caires dont 1 700 sont des CUI de deux ans. Plus de 90 % de ces salariéEs sont des femmes, dont le salaire pour 20 h –les contrats dépassent rarement 20 h– avoisine les 650 €.

Il y en a marre de voir partir nos collègues EVS au bout de deux ans, de cette valse de personnels précaires qui désorganisent les écoles, déstabilisent les équipes et laissent nos collègues EVS dans le stress d'une nouvelle recherche d'emploi. La lutte contre la précarité est une urgence. Elle est l'affaire de tous et toutes, enseignants et parents, dans les écoles.

*Christine Héraud*

## Soirée militante de solidarité avec les peuples opprimés

Près d'une centaine de participants sont venus débattre lors de la soirée du 17 octobre à Bordeaux organisée par le comité de soutien à Georges Ibrahim Abdallah pour sa libération, et l'association franco-kurde pour la libération d'Öcalan.

Après une introduction sur l'histoire et les conditions d'incarcération de Öcalan, puis une reprenant l'histoire de la condamnation et des procès de Georges Ibrahim Abdallah, Julien Salingue est intervenu sur la situation en Palestine et la révolte explosive de la jeunesse.

Le débat a principalement porté sur la situation du peuple palestinien, sur la jeunesse désabusée qui se révolte au-

jourd'hui, étrangère à tous les partis au pouvoir ou non. Par sa connaissance concrète et approfondie de la situation, Julien nous a permis de comprendre le manque cruel de perspectives pour le peuple palestinien, pour une solution politique qui reconnaisse ses droits. Les révolutions arabes et leur impact sur la situation politique au Proche Orient représentent un espoir pour le peuple palestinien lui-même, car la voie de l'émancipation passe par leur lutte commune contre l'impérialisme, pour leur droit à l'existence et la démocratie.

Plusieurs réfugiés sahraouis étaient présents et sont intervenus en solidarité avec tous les peuples opprimés.

La question des perspectives d'émancipation des peuples opprimés et du rôle des anticapitalistes dans les pays occidentaux a été largement discutée entre les militants présents, de même que la place prise par le Hamas, qui a gagné son influence sur la base des désillusions et du discrédit profond de l'autorité palestinienne, sans apporter plus de perspectives. Des contacts ont été pris pour la suite.

Les militants du PCML du Kurdistan ont informé qu'ils organisaient une soirée débat-concert, le 21 novembre, salle Son-Tay.

Christine Héraud

## Pour Georges Ibrahim Abdallah !

Le 24 octobre était une journée de mobilisation internationale pour la libération du militant internationaliste, communiste libanais, Georges Ibrahim Abdallah qui est entré ce jour dans sa 32<sup>ème</sup> année de prison ce qui fait certainement de lui le plus vieux prisonnier politique d'Europe ! Il a été condamné en 1987 pour « complicité » dans l'assassinat d'un militaire américain et d'un agent du Mossad, en tant que dirigeant des Fractions armées révolutionnaires libanaises qui ont revendiqué ces actes.

Il est libérable depuis 1998. La justice a accordé sa libération en 2012 mais Manuel Valls alors ministre de l'intérieur a refusé de la mettre en application. Voir : [liberonsgeorges.over.blog.com](http://liberonsgeorges.over.blog.com)

Ce 24 octobre les collectifs étaient tous mobilisés à Beyrouth, Bruxelles, Milan, Berlin, New-York... et bien entendu à Lannemezan pour une nouvelle manifestation devant



la prison ou nous étions près de 500 de tout le pays dont un bus de Bordeaux. Un cortège entre la gare et la centrale toujours très fort politiquement et plein d'émotions avec de nombreuses prises de paroles devant les murs décorés par la vingtaine de banderoles.

Une camarade a lu une déclaration de Georges : « ... *A l'aube de cette 32ème année de captivité, Camarades, force est de constater que la politique d'anéantissement dont font l'objet les protagonistes révolutionnaires incarcérés est voué inmanquablement à l'échec dans la mesure où l'on assure la solidarité sur le terrain de la lutte anticapitaliste... Que mille initiatives solidaires fleurissent en faveur de la Palestine... de la jeunesse libanaise en lutte... des masses populaires kurdes... ce n'est qu'ensemble que nous vaincrons.* »

Liberté pour Georges Ibrahim Abdallah !

J.R.

# Leur société

## Quartiers prioritaires, quartiers inégalitaires

Moins de quartiers populaires sont concernés par la nouvelle mouture des quartiers prioritaires de la politique de la ville instaurée l'an dernier (1300 au lieu de 2600). Et il s'agit encore d'une politique de saupoudrage de moyens. On prend à certains pour donner à d'autres, comme avec l'Éducation prioritaire, dans un contexte d'austérité.

Cette politique n'a résolu aucun problème de fond. Les chiffres présentés en octobre au Conseil municipal de Lormont le montrent bien.

Ils indiquent que le taux de chômage de la ville, ville moyenne la plus pauvre d'Aquitaine selon l'INSEE en 2001, a été réduit (de 26 % à 20% en 2011). Le chômage des jeunes de 15 à 24 ans a diminué dans un des quartiers retenus, Carriet, passant de 40 à 30%, alors que la moyenne nationale est à 23%.

Mais le revenu médian à Carriet est toujours aussi bas (896 € par mois). Le chômage des jeunes demeure de 41 % dans les principaux quartiers de la politique de la ville à Génicart. La Zone franche urbaine, appelée maintenant « *Territoire Entrepreneur* », n'y a pas créé de vrais emplois pour les habitants des quartiers. Les entreprises qui s'y sont installées ont cependant bénéficié sans contrepartie de mesures fiscales.

Ce qui a fait remonter le niveau de revenu médian et fait bais-

ser un peu le chômage a été le renouvellement de la population par le renouvellement urbain : 1500 logements HLM démolis et autant voire plus reconstruits, mais avec des loyers presque toujours plus chers et des charges plus importantes.

Le document de présentation met d'ailleurs en garde : « *Attention à ce que les tendances constatées ne cachent pas un accroissement des inégalités entre les revenus des 10 % des plus pauvres et des 10 % des plus riches.* »

Face aux bas salaires, à la précarité, à la pauvreté, au chômage, aux discriminations raciales et sociales dont sont victimes bien des habitants des quartiers, il ne suffit pas de quelques moyens saupoudrés, même à long terme.

De plus, l'afflux de nouveaux habitants (plus de 2000 en une dizaine d'années) nécessite plus de services publics comme la Poste. Or, celle de Carriet a diminué ses horaires d'ouverture et celle toute proche du bourg a fermé.

Les problèmes sociaux n'ont pas été résolus, mais déplacés plus loin. Une logique d'austérité à combattre par les habitants et les salariés.

Monica Casanova

## Novembre 2005 : aux côtés de la révolte des jeunes, face à l'état d'urgence policier

Il y a dix ans, la mort terrible de Zied et Bouna, deux jeunes de Clichy-sous-Bois, déclenchait une vague de révolte et d'émeutes. Une révolte de la jeunesse contre la violence sociale, les discriminations, les stigmatisations et des années de politiques sécuritaires subies par les plus pauvres dans des quartiers transformés en ghettos. Une révolte à laquelle Sarkozy répondait par l'insulte et l'instauration de l'état d'urgence qui allait être prolongé de trois mois par le Parlement.

Valls, qui faisait partie des trois députés PS à s'abstenir et ne pas voter contre, expliquait alors « *la priorité, partout en France, est forcément au rétablissement de l'ordre républicain* ». Un « ordre républicain » qui avec l'état d'exception (permis par une loi datant de la guerre d'Algérie) transformait des dizaines de milliers de jeunes en « ennemis intérieurs » et

tentait d'intimider tout le mouvement social.

Dans la banlieue de Bordeaux, nos militant-e-s, nos élu-e-s (à Lormont, Cenon, Pessac, Cestas) ont dénoncé cette politique. A Lormont nous avons fait voter une motion « pour un état d'urgence social ». Nous avons affirmé notre soutien à des jeunes arrêtés de façon violente et arbitraire comme à Floirac, et milité pour que se construise et s'exprime partout où c'était possible la solidarité entre les militants du mouvement ouvrier et la jeunesse.

Ainsi à Pessac, nous avons participé à la constitution d'un « collectif militant » qui regroupait des militants de l'Union locale CGT, SUD santé, SUD Telecom, LCR, PCF, PCOF, AC !... avec la volonté d'aller à la rencontre de la jeunesse. Il y a eu des diffusions de tracts au pied des tours de Saige, dans les cités d'Ara-

go et la Chataigneraie, s'adressant aux jeunes, à leurs familles, une démarche inhabituelle pour des militants syndicaux. Ce collectif a perduré et a continué à intervenir dans les années qui ont suivi, en particulier lors de la lutte contre le CPE quelques mois plus tard. De jeunes camarades du collectif militant avaient pris contact avec le comité de mobilisation de Bordeaux 3 ce qui a permis des interventions communes « intergénérationnelles » dans les amphithéâtres à la Fac, dans les manifs mais aussi dans les cités ou sur la zone industrielle.

Des expériences utiles alors que la violence sociale et la révolte ne font que croître et que les mêmes, dont Valls aujourd'hui à la tête du gouvernement, en appellent plus que jamais au respect de l'ordre républicain.

Isabelle Ufferte

## Rousset-Calmels : vous avez dit «divergences» ?

Jeudi 22 octobre, Rousset et Calmels se sont livrés à un « débat » de deux heures, à l'initiative de Sciences-Po Bordeaux et de *Sud-Ouest*. Le thème portait sur leur « *vision de l'entreprise et du développement économique dans la région* ». Dès le lendemain, *Sud-Ouest* titrait : *Economie : les projets si divergents de Calmels et Rousset pour la grande Région*.

L'une prétend en effet faire porter ses priorités sur le réseau routier et l'internet haut débit ; pour l'autre, ce serait le rail... que Calmels annonce par ailleurs vouloir ouvrir aux lignes privées. Elle accuse Rousset de délaisser les petites entreprises et de consacrer les aides aux grandes ; il s'en défend, chiffres en

main. Elle vante son expérience de chef d'entreprise, accuse son adversaire de ne pas faire suffisamment bosser les fonctionnaires de la Région. Il rétorque avec

### Sarko au top

Venu soutenir Calmels, aux côtés de Juppé, lors d'un meeting à Limoges, Sarkozy s'est fendu de cette phrase : « *Je voudrais leur dire qu'on a reçu un coup de pied au derrière, mais que c'est pas parce que vous voulez renverser la table que vous descendez de la voiture dont vous vous abstenez de choisir le chauffeur* ».

Renversant !

son passé au service d'Elf-Aquitaine et son bilan de Président de Région, etc.

Divergences ? Derrière la polémique de façade et les effets de manche, c'est bien la même politique de subventions aux entreprises, le même baratin sur la prétendue défense de l'emploi, que défendent les deux « principaux candidats », comme dit la presse. En pleine continuité avec ce bilan dont se targue Rousset, et qui se poursuivra, quelque soit celui ou celle des deux qui héritera de l'objet de leur commune convoitise : le trône de la « *plus grande région de France* ».

Daniel Minvielle

## « Faire de la politique autrement »...

Malgré les appels à l'unité des uns et des autres, en Aquitaine quatre listes (Front de Gauche, EELV, Nouvelle Donne et la Vague citoyenne) se disputent le créneau de la « *citoyenneté* » et promettent de « *faire de la politique autrement* ».

Au FdG, la liste conduite par Olivier Dartigolles et pour la Gironde par Vincent Maurin (tous deux PCF) rassemble d'Ensemble au... MRC. Ses axes sont « *l'anti-austérité, l'égalité des territoires et la transition énergétique* » explique O. Dartigolles qui promet le lancement prochain d'assemblées citoyennes « *car notre programme et nos propositions sont une élaboration permanente, une construction avec le plus grand nombre possible de forces, de personnes qui veulent être prises en considération pour décider de la future politique régionale* ».

Même souci avancé par Marie Bové (ex EELV) et son mouvement, la Vague citoyenne. Leur liste « *Faisons ensemble, solidarité, démocratie, écologie* » entend ratisser large avec des candidats choisis par un « jury citoyen » et conduits par Joseph BouSSION, ancien de... Nouvelle Donne. Nouvelle Donne qui présente aussi une liste désignée par un jury tiré au sort, et dont le candidat défend « *les nécessaires transitions démocratique, économique et culturelle, énergétique et environnementale* ».

Pas de rapport il faut croire avec ce que défend la liste EELV qui « *propose un programme de transition prenant en compte les dimensions environnementales, sociétales, économiques* »...

I.U.

## Pourquoi se gêner ? Un député-maire en toute impunité

Il y a des élus (attention, nous ne disons pas tous les élus) qui se croient tout permis. C'est le cas du député-maire UMP (LR) de Fumel (47), J.L. Costes.

D'abord en ce début d'année, énervé par la grève de l'usine de Metal Temple contre les licenciements et la fermeture, il s'en était pris aux salariés et à leurs soutiens (CGT et NPA) lançant carrément un appel à l'intervention de l'armée contre une soi-disant « *zone de non-droit* » et qualifiant de « *voleurs et d'alcooliques* » les personnes qui participaient aux actions.

Le syndicat CGT de l'usine et le NPA avaient décidé d'attaquer cet individu pour propos diffamatoires. Le procès doit avoir lieu le 18 décembre à Agen. L'histoire ne s'arrête pas là. Cet élu vient de faire voter dans « son » conseil municipal, à très large majorité LR, sa protection fonctionnelle, chose qui lui permet de faire payer par la ville l'ensemble de ses frais de justice. Les habitants de Fumel devraient être heureux de participer aux frais...

Ce type de protection existe légalement et se justifie sans doute dans plusieurs situations. Mais doit-elle couvrir des comportements qui relèvent du mépris social et de la guerre de classe ? Cette histoire montre à quel point certains élus appartiennent au camp des possédants et se moquent complètement de la population et de la collectivité.

P.P.

# Migrants

## Interview de militants politiques et demandeurs d'asile sahraouis

Ils sont deux cents, pour la plupart jeunes, sous le pont Saint-Jean et à Bordeaux (cf. Anticapitalistes 33 n°58). Certains ont déjà le droit d'asile, la plupart le demandent ; il faut souvent plus d'un an et demi pour espérer l'obtenir. Durant ce temps, il ne leur est possible ni de travailler ni de se déplacer. Ils n'ont droit à une allocation de 350 € qu'au bout de six mois minimum. Et alors qu'ils devraient bénéficier de par la loi d'un hébergement, d'un suivi administratif et social, ils sont à la rue, parfois depuis deux ans déjà.

Mais l'entraide, l'aide individuelle ou d'associations comme l'ASTI, la LDH, la CIMADE, le soutien de militants syndicaux, politiques, dont ceux du NPA, et leurs convictions, les aident à tenir et à avancer. Après leur intervention à notre fête puis au meeting du Comité jeunes et une rencontre militante à notre local, Luchaa, Michan et Bahadi ont répondu à nos questions.

### Anticapitalistes 33 (A33): Pourquoi cherchez-vous refuge ici, à Bordeaux ?

**Luchaa :** La migration de personnes de notre génération en France est nouvelle. Venant pour la plupart de camps de réfugiés en Algérie, nous y avons souvent étudié, ainsi qu'en Espagne, en Lybie, à Cuba et au Venezuela. Nous avons donc déjà un contact avec l'extérieur.

Mais nous avons été contraints de partir, de quitter nos vies et familles, comme nous avons été expulsés de notre terre, le Sahara occidental, envahi par l'Espagne puis le Maroc.

aucune grande puissance. 120 000 autres Sahraouis, soit presque la moitié de la population du Sahara occidental, vivent dans des camps en Algérie, chassés par la guerre du Maroc contre le Front Polisario, guerre au cours de laquelle le Maroc a utilisé du phosphore blanc et du napalm contre les civils en lutte contre l'occupation, avec la complicité des grandes puissances.

Interdits de séjour sur notre propre terre, parqués dans des camps en Algérie, nous avons été poussés à tenter notre chance de demandeurs d'asile politique, en même temps qu'à rechercher une vie meilleure pour nous et les nôtres. Nous ne demandons pas de l'aide ; nous menons un combat politique.

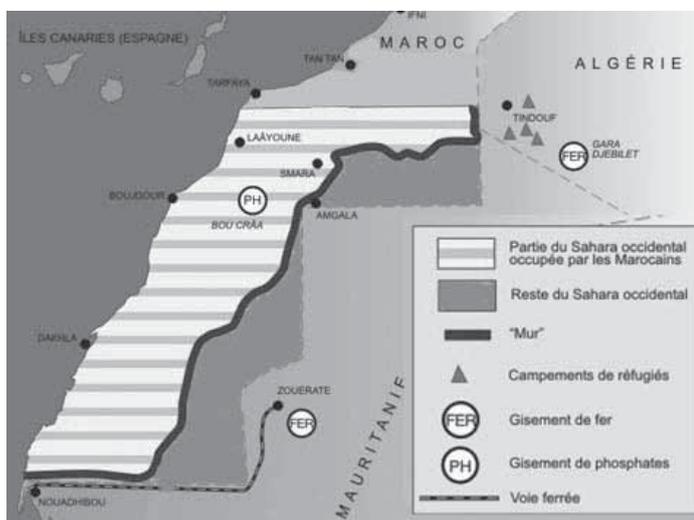
La vie dans les camps était précaire, bien que solidaire. Mais depuis le 23 octobre dernier, c'est devenu un enfer. Des pluies torrentielles, d'autant plus dévastatrices qu'elles sont rares dans le désert, ont inondé nos camps près de Tindouf, du jamais vu depuis 40 ans que nous y vivons.

Il y a eu en peu de jours plus de 90 000 personnes frappées, dont 25 000 sans logis, leurs tentes (*jaimas*) et maisons en adobe ayant été renversées, engendrant un risque sanitaire extrême, les hôpitaux étant aussi victimes des eaux.

### A33 : Que peuvent faire les militants en France ?

**Michan :** La France, l'ONU disent depuis le cessez-le-feu de 1991 entre le Maroc et le Front Polisario qu'il faut une solution politique au Sahara occidental. Elle passerait par l'organisation d'un référendum pour l'auto-détermination sous l'égide de l'ONU et de sa mission spéciale, la MINURSO. Il y a encore deux semaines, la France a dit que le Sahara occidental devait être « *décolonisé* » !

Mais en même temps, elle pose toujours son veto à l'ONU pour la tenue du référendum. Il n'y a pas



Les territoires occupés par ce pays, qui sont aussi les plus prospères, avec la capitale Laâyoune, et surtout les mines de fer, de phosphate et une côte très poissonneuse. Les Sahraouis qui y vivent y sont traités comme des parias dans leur propre pays. Ils sont durement réprimés s'ils se révoltent. Le Maroc les a séparés (par un mur de 2700 km rempli de mines antipersonnel) des 30 000 autres Sahraouis qui vivent dans la partie libérée par le Front Polisario, une zone quasi désertique et inhospitalière, reconnue comme Etat par 84 nations, mais par

d'ambassadeur du Sahara occidental en France, mais seulement un responsable du Front Polisario à Paris...

En 1977, l'aéroport de Mérignac a vu décoller des Jaguars pour aller bombarder les villages rebelles sahraouis. Plus récemment, lors de sa visite au Roi du Maroc en septembre dernier, Hollande a promis la Légion d'honneur à Abdellatif Hammouchi, Directeur de la sécurité nationale et tortionnaire avéré. La semaine suivante, le Roi Mohammed VI, dont le père Hassan II a fait ses études à Bordeaux, y est venu en voyage privé, dans la plus grande discrétion...

**Bahadi :** Les intérêts de la France sont politiques et économiques. Il y a eu des campagnes internationales pour le boycott de produits issus de la pêche des côtes sahraouies, comme celle qui disait « *Si tu achètes ce qui a été volé, tu es un voleur* ». Mais la France continue à vendre

des produits issus du territoire maritime du Sahara occidental.

La France a besoin du pétrole, du fer extrait du Sahara Occidental, son deuxième fournisseur après la Mauritanie. Nous avons aussi mangé ici de petites tomates issues de serres qui s'étendent sur une cinquantaine de kilomètres là-bas.

Alors, aidez-nous, partis, associations, à faire entendre la voix de notre peuple pour sa liberté. Et à dénoncer le pillage par la France et les puissances impérialistes de nos richesses, qui oblige des hommes comme nous à fuir le Sahara.

*Propos recueillis et traduits  
par Mónica Casanova*

## Réussite du meeting du NPA Jeunes



**M**ercredi 21 octobre s'est tenu le meeting organisé par les jeunes du NPA Bordeaux « **contre l'Europe des barbelés et l'hypocrisie des gouvernements, SOLIDARITE avec tous les migrant-e-s !** ».

Dès le début de l'année il nous est apparu qu'il fallait absolument réagir à l'actualité autour de la question des migrant-e-s pour battre en brèche les discours au moins hypocrites, au pire totalement racistes présentés par la classe politique et les médias dominants. C'est pour cette raison que notre meeting en direction de la jeunesse s'inscrivait dans l'ensemble des actions menées par le NPA aussi bien localement que nationalement. De plus, cela fait plusieurs mois que nombre d'entre nous établissons des liens étroits avec la communauté sahraouies présente à Bordeaux, il nous semblait donc utile qu'ils puissent venir s'exprimer sur leur lutte politique pour l'indépendance du Sahara Occidental et sur la situation qu'ils vivent à Bordeaux depuis leur arrivée.

Notre intention a été de nous tourner le plus possible vers les lieux que nous fréquentons au quotidien et notamment l'université. Depuis le début de l'année nous sentions que ce sentiment de colère et d'injustice qui nous anime en tant que militants était aussi partagé par les étudiant-e-s.

Ce sont donc 130 personnes, majoritairement étudiant-e-s et lycéen-ne-s, qui sont venues assister et participer à notre meeting.

Les premiers à intervenir étaient trois Sahraouis qui ont présenté l'histoire de leur lutte. Ensuite Philippe Poutou est intervenu afin de montrer les liens étroits entre la politique des gouvernements européens face à ce qui a fait la une cet été, c'est à dire la Grèce, et face aux migrant-e-s : dans les deux cas, c'est le mépris pour les peuples qui a primé. La droite emboîte le pas à l'extrême droite et le PS s'est approprié l'argument libéral « *on ne peut pas accueillir toute la misère du monde* », « *en accueillir certains*

## Suite de la page 11

serait faire un appel d'air pour les autres ». Face à cette hypocrisie, l'intervention de Philippe permettait d'esquisser une partie des mesures d'urgence que nous proposons : il est clair qu'il faut accueillir tout le monde et que nous en avons la possibilité par la réquisition des logements vides, le partage du temps de travail, le régularisation de tous les sans papiers. Cependant, ce sont des mesures qui ne peuvent être réalisées en urgence que par la lutte de toutes et tous.

Enfin, la dernière intervention, l'intervention des jeunes du NPA, portait sur les racines des migrations : si des personnes par milliers quittent aujourd'hui leurs terres c'est le résultat de la politique impérialiste de la France et de ses « alliés ». Les guerres menées au Moyen Orient ont engendré le terrorisme, le pillage des ressources par les capitalistes européens en Afrique maintient ces pays dans la misère et leur population sans espoir d'émancipation et d'enrichissement. C'est pour cette raison que nous considérons que la seule solidarité possible avec les migrant-e-s passe par une lutte radicale anticapitaliste.

Cette conclusion a donné le ton du débat qui a suivi.

Les nombreuses interventions portaient sur les moyens de lutter et de mener le combat en faveur des réfugiés, mais pas seulement. Dans beaucoup de bouches il y avait un discours de lutte, un discours militant, le discours d'une jeunesse qui commence à en avoir assez de se faire marcher sur les pieds et raconter que la solidarité est une valeur archaïque. Plusieurs interventions pointaient l'importance de prendre ses affaires en main pour mener le combat, et d'autres encore soulignaient la nécessité d'informer et de militer pour faire entendre notre discours.

Les discussions se sont poursuivies un long moment à la sortie de la salle, content-e-s de se retrouver nombreux à partager la même rage, la même envie de dire notre révolte, de faire bouger les choses.

Des contacts ont été échangés pour aller plus loin et se donner ensemble les moyens d'agir et de faire valoir nos idées.

*Chloé, comité jeunes*

## Fête du NPA 33 : un bon moment militant



Plus de 160 personnes au moment de l'allocution de Philippe Poutou, des débats riches et fraternels, notamment avec la participation de camarades sahraouis, des expos, des invités de nombreuses organisations du mouvement social, une ambiance conviviale autour d'un bon repas... la fête 2015 du NPA 33 a été un succès.

Un petit mot particulier pour remercier Mathieu Barbances et sa contrebasse (anciens de la compagnie Jolie Môme) qui sont venus présenter leurs chansons. On peut retrouver des vidéos sur le site : <http://www.mathieubarbances.org>.

Un grand merci aussi à Bruno Loth, présent tout au long de la journée pour dessiner des dédicaces, présenter ses planches et ses BD. Nous en profitons pour vous recommander à nouveau deux séries qu'il a créées. *Ermo*, BD en six volumes, racontant l'histoire d'un enfant orphelin, recueilli par une troupe de cirque dans la galère, pendant la Guerre civile et la Révolution espagnole de 1936. *Apprenti/Ouvrier*, BD en trois volumes, inspirée de la vie de son père, apprenti puis ouvrier dans les chantiers navals à Bordeaux, au moment des grèves de 1936 et du Front populaire, puis de la 2<sup>nd</sup>e Guerre mondiale. **A lire !**

## Conférence sur le climat COP 21 :

### Pendant la conférence, la foire aux affaires continue

Difficile d'échapper au matraquage médiatique qui annonce la Conférence sur le climat, la COP21, qui se tiendra à Paris du 30 novembre au 12 décembre. Chacun y va de sa déclaration... en janvier dernier, Juppé et Rousset ont signé un solennel mais néanmoins ridicule « Appel de Bordeaux » à l'issue des 16<sup>èmes</sup> Assises de l'énergie...

Alors de quoi est-il vraiment question ?

Depuis le sommet de la Terre à Rio en 1992, s'est engagée une série de conférences internationales pour enrayer le réchauffement climatique causé par l'accumulation très rapide dans l'atmosphère de gaz à effet de serre comme le CO<sub>2</sub>.

Malgré les grandes déclarations et des rapports des scientifiques de plus en plus précis et alarmants, ce sont les intérêts des multinationales et du coup les rivalités entre les États à leur service qui ont pris le dessus. Les gaz à effet de serre sont liés à l'utilisation massive des combustibles fossiles (charbon, pétrole, gaz) dont l'extraction, la distribution sont contrôlées par quelques unes des multinationales qui dominent l'économie mondiale. Les scientifiques expliquent qu'il faudrait réduire l'utilisation et donc l'extraction de ces combustibles, ce qui menace les intérêts des multinationales des énergies fossiles qui sont par ailleurs largement subventionnées par leurs États (480 milliards d'euros en 2013).

Et de fait aucune mesure contraignante n'est jamais sortie des différentes conférences pour le climat... Prendre en compte l'intérêt général des populations et de leur environnement à l'échelle de la planète est antagoniste avec la libéralisation des échanges qui depuis 30 ans accompagne la mondialisation capitaliste. Les chefs d'États réunis dans ces conférences n'ont qu'un credo : le marché mondial par le jeu de la libre concurrence doit tout régler automatiquement, à moindre coût... et chacun espère même pouvoir profiter de la manne du « *capitalisme vert* » !

D'un côté des effets de manche à la « *notre maison brûle et nous regardons ailleurs* » de Chirac, et de l'autre la mise en place d'un « *marché du carbone* » avec une « *bourse des droits d'émission* ». Ce marché opaque est certes devenu un business très lucratif

mais dans les faits les émissions de CO<sub>2</sub> continuent d'augmenter.

A Paris, il y aura donc de belles prestations théâtrales mais sur le fond chacun des 80 chefs d'États sera le représentant des intérêts économiques de ses industriels qu'ils soient dans les énergies fossiles, les énergies renouvelables... ou autres prétendues « *technologies vertes* ».

Comme dans tout festival de théâtre, il y aura aussi un « *off* », symbole de l'ouverture sur la « *société civile* ». Au programme des expositions, conférences et tables rondes... avec bien sûr des ONG mais surtout une foire aux affaires. Car beaucoup de multinationales comme Renault, Total,

Carrefour, Suez... ont mis la main à la poche pour financer la COP21 avec, en contrepartie, la possibilité de s'en servir comme vitrine et d'y organiser des initiatives comme ce Forum pour l'Innovation Durable 2015, le plus grand du genre, réunissant industriels et investisseurs avides des profits promis par « *l'économie verte* ». Ségolène Royal l'a annoncé : « *Nous comptons sur la créativité et l'intelligence des entreprises, sur les investissements dans tous les secteurs de la croissance verte, parce que les solutions viennent de là.* ». Le ton est donné, la COP21 s'achemine peut-être vers un accord international dont Hollande aimerait pouvoir se prévaloir mais il servira surtout à fixer les contours du marché ouvert par la « *transition énergétique* », avec probablement le retour d'une taxe Carbone pour en faire reposer le coût sur les populations.

Alors il y aura aussi le « *off du off* », une multitude d'initiatives portées par la coalition climat 21 regroupant plus de 130 organisations altermondialistes, syndicales, d'ONG autour de la volonté de créer un rapport de force par la mobilisation la plus large pour aboutir à un forum citoyen pour le Climat à Montreuil les 5 et 6 et une manifestation à Paris le 12 décembre. Le NPA s'inscrit dans cette mobilisation parce que pour nous, et pour reprendre la formule de la journaliste Naomi Klein « *le dérèglement climatique est l'expression atmosphérique de la guerre des classes* ». Il donne une actualité brûlante à la nécessité d'en finir avec le capitalisme.

Bruno Bajou



**TchernoBlaye**  
AVANT UN TCHERNOBYL À BLAYE, SORTONS DU NUCLEAIRE VITE !

Dans le cadre de la mobilisation COP 21,  
l'association TchernoBlaye organise un

**Rassemblement « Pour un climat sans nucléaire »**

le 28 novembre à 11h au Miroir d'eau, place de la Bourse à Bordeaux.

## Rassemblement de solidarité avec Bernard Coadou



Le 7 octobre dernier, nous étions plus d'une centaine rassemblés devant le siège de l'Ordre des médecins à Bordeaux, pour manifester notre solidarité avec Bernard Coadou, médecin retraité, menacé de radiation pour avoir refusé de payer

la cotisation obligatoire à l'Ordre.

Amis, militants, anciens patients, pendant plus d'une heure, nous avons écouté et applaudi les orateurs qui dénonçaient ce diktat insupportable. Pierre Hurmic, avocat de Bernard depuis des années sur ce dossier, a rappelé l'historique de ce combat de principe. Au

nom de l'UJFP, André Rosevègue a rappelé des souvenirs personnels de la persécution subie par ses parents radiés par l'Ordre, accusés d'être d'origine juive et du Docteur Nancel Penard, emprisonné à l'instigation de l'Ordre parce qu'il était communiste. Il a rappelé comment l'Ordre avait été l'agent actif de la politique la plus nauséabonde de Vichy et comment après la guerre sous la direction du professeur Lortat-Jacob notamment, il s'était opposé à la reconnaissance du droit à l'avortement.

A travers le geste de Bernard Coadou, il s'agit de plus qu'un enjeu symbolique : la radiation de Bernard remettrait en cause l'action humanitaire qu'il mène bénévolement depuis des années au Sénégal. Il n'est pas question de laisser passer ce mauvais coup. Solidarité avec Bernard Coadou !

J.M. Benaben

## A lire

### *L'Ouzbek muet et autres histoires clandestines*

Luis Sepúlveda - Editions Métailié -16 € (existe en format numérique)

Dans ces neuf petites histoires, nous nous trouvons essentiellement avec de jeunes militants révolutionnaires, des jeunesses communistes ou socialistes, dans le Chili du début des années 70. Une période politique riche et bouillonnante.

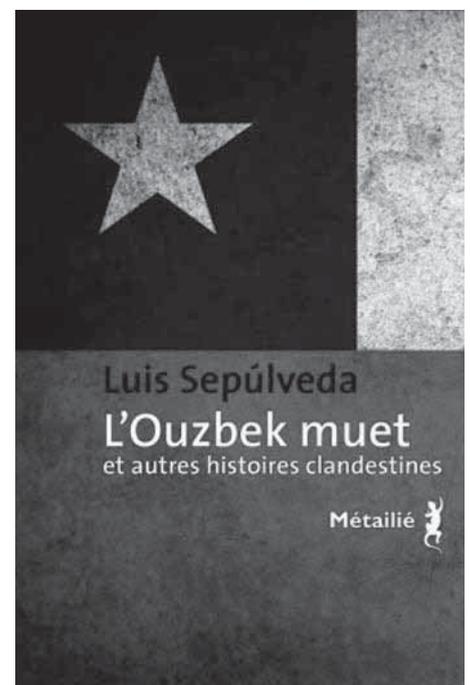
Nous les suivons dans leurs aventures, sur le terrain activiste où la réalité n'est pas toujours conforme à ce qu'ils ont pu apprendre ou comprendre dans les livres des expériences révolutionnaires des Trotsky ou Lénine ! Les théories c'est bien, mais dans la pratique, la vie est toujours pleine d'imprévus et de surprises.

Ils sont jeunes, inexpérimentés, mais plein d'ardeur et d'envie de participer à l'histoire, au grand combat révolutionnaire contre l'impérialisme américain et les réactionnaires chiliens. Ils se retrouvent confrontés à des situations cocasses dont ils arrivent malgré tout à

se sortir très bien. Par exemple dans *Le dispositif merveilleux*, pendant une opération contre une banque pour distribuer de l'argent aux pauvres, ils doivent trouver des biberons et du lait pour un bébé qui pleure ! Et dans *Le soldat Tchapaïv*, pour affirmer sa pureté idéologique, le jeune militant communiste refuse de boire une bière avec un jeune socialiste dans une réunion... mais quittera la pièce peu après pour rejoindre la sœur d'un des socialistes !

C'est par le biais d'un narrateur que Sepúlveda nous conte ces tranches de vies d'une jeunesse militante. Même dans les histoires les plus drôles, l'émotion n'est pas loin car nous savons bien ce que cette génération allait subir avec la dictature de Pinochet suite au coup d'Etat en septembre 73.

La dernière histoire *Le déserteur*, la plus tragique, nous fait vivre les derniers instants du Che.



Un bel hommage plein de tendresse aussi pour toute une époque ou « ensemble, nous avons partagé le beau rêve d'être jeunes sans en demander la permission ».

L'histoire continue, nos rêves et nos combats aussi !

J.R.

## *Detroit : pas d'accord pour crever*

### *Une révolution urbaine*

de Dan Georgakas, Marvin Surkin - Editions AGONE - 24 euros  
Existe en format numérique

Marvin Surkin est venu présenter, à Bordeaux, le jeudi 6 octobre à la librairie Zone du Dehors, le livre dont il est le co-auteur avec Dan Georgakas. Ce livre sorti en 1975 vient d'être traduit. C'était l'occasion de (re)découvrir les luttes menées par les travailleurs de la Ligue des travailleurs noirs révolutionnaires à la fin des années 60 et au début des années 70, dans les usines automobiles de Detroit.

Marvin Surkin a rappelé le contexte qui a précédé la formation de la Ligue des travailleurs noirs : les émeutes de 1967 de la « grande Rébellion » qui ont fait 43 morts et plus de 1100 blessés. La Ligue est l'aboutissement des grèves violentes, convergentes, qui constituaient la réponse à la surexploitation, aux discriminations raciales, aux nombreux accidents et morts subis par les travailleurs sur les chaînes de montage. Dès le début, les participants de la Ligue se sont posé le problème d'allier la pratique à la théorie, faire le lien entre la critique du capitalisme et le racisme. Immédiatement, le mouvement s'est doté de journaux, de moyens de propagande, de formations. Ils ont réalisé un film *Finally Got the News*. Ils sont sortis des lieux de production pour aller dans les quartiers, ils se sont adressés

aux femmes, aux blancs, ils ont ralliés des travailleurs arabes, les derniers arrivés, les plus surexploités. Ils ont posé les problèmes de la santé, de la culture, de la justice. Ils ont eu des avocats, des juges, l'un d'entre eux écrivait : « *la loi elle est conçue pour tolérer et perpétuer les divisions de classes. La loi sert la classe dominante dans une société de classe.* » Ils ont tenté la constitution d'un contre-pouvoir, l'extension de leur mouvement aux autres grandes villes. Ils sont venus en Europe, en particulier en Italie expliquer leurs essais d'auto-organisations. L'épuisement du mouvement est venu de son isolement, de son échec en direction des femmes, des blancs, d'un changement dans la situation sociale et politique aussi. Les querelles, les divergences de stratégie sur les priorités, le manque de démocratie interne ont contribué aussi à son reflux, qui ne doit pas nous faire oublier la force militante, organisationnelle de ce mouvement, la percée des idées révolutionnaire qu'il a représenté.

Devant une quarantaine de participants, majoritairement jeunes, Marvin Surkin a répondu à la question de l'actualité des luttes urbaines et antiraciales aux USA. Il a rappelé les émeutes de cet été à Ferguson, New York après des assassinats de jeunes noirs. Il a rappelé les grèves



DAN GEORGAKAS & MARVIN SURKIN

### Detroit : pas d'accord pour crever

Traduit de l'anglais par Laure Mistral

AGONE  
MEMOIRES SOCIALES

récentes des employés des fast-foods pour les 15 dollars de l'heure, de ceux de la santé, des agents administratifs des universités... Ce livre, cette rencontre, ont fait ressurgir le Detroit combatif des années 70 comme une contre-réalité face au Detroit actuel, abandonné, détruit par un capitalisme sauvage.

Michelle Dupony

Le film *Finally Got the News* est visible sur You Tube, en anglais, il est en voie de traduction.

*Pas d'accord pour crever* est le début d'un blues écrit par un des ouvriers au cours d'une grève.

## L'actualité des idées de la révolution en débat

Au cours des trois dernières décennies, les crises du capitalisme ont frappé toute la planète, course folle au profit, guerres, catastrophes écologiques, régression sociale et démocratique...

Comment caractériser ce qu'est devenu aujourd'hui le pouvoir de la bourgeoisie dans le cadre de cette mondialisation qu'on peut appeler l'impérialisme libéral ? Qu'elle est la validité aujourd'hui des idées du mouvement socialiste, du marxisme, l'idée que seule la classe ouvrière est porteuse de la perspective d'émancipation de l'humanité ? Le processus de décomposition dans lequel est engagé le capitalisme mondial peut-il créer de nouvelles bases à ces perspectives de transformation révolutionnaire de la société ?

Ces questions sont au centre du débat « stratégie » en cours au sein du NPA depuis son dernier congrès (<http://www.npa2099.org/idees/strategie>). Le NPA33 vous invite à venir en débattre, le

**samedi 28 novembre, de 10 h à 18 h, local du NPA33**

## L'Amérique défaite

### Portraits intimes d'une nation en crise

George Packer - 2013

Version française aux éditions Piranha, avril 2015  
23,90 euros - existe au format numérique

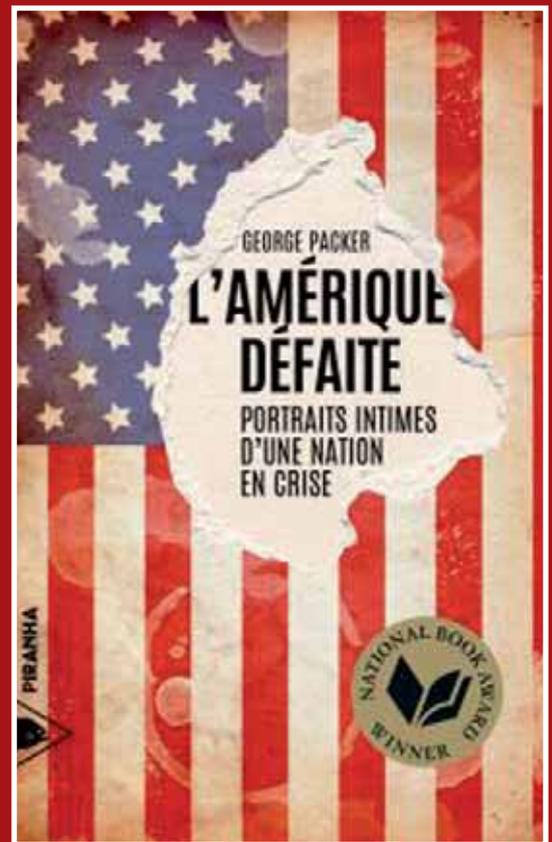
George Packer est journaliste au *New Yorker*, auteur de plusieurs ouvrages et pièces de théâtre. *L'Amérique défaite* est le produit d'une enquête sur les conséquences sociales et politiques des 35 dernières années (1978-2012) d'histoire du capitalisme aux USA. Ce qui est défait, dans cette Amérique, c'est le « consensus social » qui semblait jusqu'alors cimenter la « nation », c'est l'entrée des USA dans une crise politique profonde.

Ce livre est écrit comme un roman (passionnant), où se croisent de multiples personnages dont on suit la vie au cours de cette période. Sauf que ces personnages sont bien réels et que ce sont leurs vraies vies, leurs convictions, leurs motivations, leurs batailles pour « gagner » ou simplement survivre qui sont rapportées. On voyage dans l'ensemble des milieux sociaux. Des plus pauvres jetés au chômage par la désindustrialisation puis à la rue par la crise des subprimes, aux plus élevés, couloirs du pouvoir à Washington, folie de la spéculation à Wall Street, « inventeurs » de la Silicon Valley devenus milliardaires..., en passant par les « classes moyennes ». Un de ces « personnages » est une ville, Tampa en Floride, l'occasion de mesurer l'ampleur du délire immobilier des années 2000 et de ses conséquences, parmi lesquelles le développement du Tea Party que ce délire a contribué à créer.

Il ne faut pas attendre dans ce livre une prise de position formelle de l'auteur contre le capitalisme. Tout est dans l'éclairage, extrêmement documenté, s'appuyant sur des faits concrets, vivants, qu'il donne de la société américaine, de la mécanique infernale du capitalisme dont elle est le jouet et de ses conséquences.

« Gagner ou perdre, écrit-il, a toujours été la grande affaire de l'Amérique et dans l'effondrement, les gagnants gagnent plus gros que jamais et s'envolent, gonflés comme des dirigeables, et les perdants peuvent tomber très longtemps avant de toucher le fond, et parfois n'y arrivent même pas. »

D.M.



# SOUSCRIPTION 2015

# NOTRE PLAN A



# SOUTENEZ LE NPA

[www.npa2009.org/souscription](http://www.npa2009.org/souscription)

Le NPA est un parti indépendant des institutions, étranger aux magouilles en tous genres, qui ne vit que des cotisations de ses membres et des dons de ses sympathisants. Cette année encore, nous lançons une campagne financière jusqu'au 31 décembre.

Lien pour donner en ligne : <http://souscription.npa2009.org>

Adresse pour les chèques (à l'ordre de NPA souscription) : NPA souscription 2015, 2 rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil

Pour tout renseignement : [souscription@npa2009.org](mailto:souscription@npa2009.org)

NB : la souscription permet une déduction fiscale des deux tiers de la somme versée.